

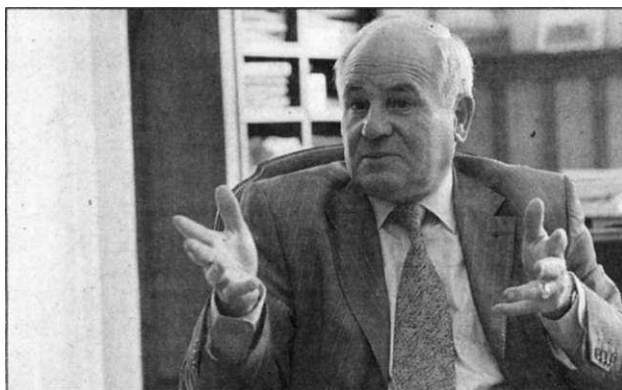
- décharge

Villeneuve-Loubet : le préfet précipite la fermeture de la Glacière

La Glacière ferme. La nouvelle, que les Villeneuvois n'espéraient plus, est tombée hier. Annoncée en début de soirée par le sous-préfet de Grasse.

« La décharge est arrivée à saturation. Ce qui devrait entraîner dans les prochaines semaines la fermeture anticipée de la Glacière », avance d'une voix sûre Claude Serra. Une fermeture initialement prévue en 2013. Puis envisagée courant 2010 en raison d'un tonnage de déchets chaque année plus envahissant.

« Le préfet a pris une posture ferme » après le constat, par les services de l'État (DRIRE) et l'expert du tribunal administratif, d'une infraction de l'exploitant (Sud-Est Assainissement) qui dépasse la hauteur maximale de déchets autorisée. « Un procès-verbal a été adressé au procureur de la République », précise le sous-préfet. Alors que Sud-Est Assainissement demandait la ré-



Le sous-préfet Claude Serra a annoncé, hier, la fermeture anticipée de la décharge de Villeneuve-Loubet. Elle devrait intervenir d'ici quelques semaines. (Photo L. T.)

gularisation de ce dépassement, le préfet a tranché : c'est non. « Je considère que votre demande est susceptible d'entraîner des dangers ou inconvénients (...), par exemple un impact paysager immédiat et la production de volumes supplémentaires de lixivats (1) et biogaz (...). Or, l'expert du tribunal administratif indique dans un récent rapport que « l'ins-

tallation est saturée dès aujourd'hui ». En effet, le transfert du surplus (320000 tonnes de déchets, soit une année d'exploitation) vers le dernier casier encore en cours d'exploitation mettra la décharge en pleine capacité, estime le spécialiste. - Il en ressort que toute réception de nouveaux déchets sur l'installation de la Glacière ne ferait qu'aggraver la non-conformité constatée », écrit

le préfet Francis Lamy au président de Sud-Est Assainissement. « Le non-respect de cet arrêté de mise en demeure est de nature à entraîner une suspension de l'autorisation d'exploiter cette décharge », menace enfin le préfet.

Cris de joie

Hier soir, Veolia indiquait simplement « analyser ces courriers avec ses services juridiques ».

Dans les communes environnantes, la nouvelle s'est vite répandue. Réunie dans le bureau du maire de Villeneuve-Loubet, l'équipe municipale a accueilli l'annonce « par des cris de joie ». « C'est un grand soulagement, après un long combat », estime Richard Camou. « On a tellement subi qu'il y a une part d'incrédulité. On s'est dit : "est-ce que c'est vraiment vrai?" ».

THIERRY SUIRE

1. Le lixiviat est le "jus" des déchets.

Des déchets exportés dans le Var ?

Maxime Coulet, conseiller général et président du Sivadès, syndicat intercommunal pour la valorisation des déchets des bassins cannois et grasseois, est le principal intéressé par la fermeture anticipée de la Glacière :

« Il fallait que ça arrive. C'était une épée de Damoclès. Au Sivadès, nous avons anticipé. Nous avons deux solutions qui sont prêtes. Une partie des déchets pourrait être prise par les incinérateurs d'Antibes, de Nice et de Monaco. Sur ces trois équipements, des tonnages sont libres. La question a été posée à leurs responsables. Nous attendons la réponse. La deuxième solution consiste à exporter ces déchets dans le Var. Une entreprise varoise est, en effet, d'accord pour les traiter. C'est une société que nous

connaissons bien. Il suffit, pour mettre en œuvre cette solution, que les préfets concernés autorisent le transfert des déchets. Nous avons écrit à ce sujet au préfet des Alpes-Maritimes et au président du conseil général, Éric Ciotti. »

Et d'assurer encore : « Nous sommes prêts. Tous les processus sont engagés pour que l'une de ces deux opportunités se substitue à la Glacière qu'on savait depuis longtemps sur le point d'être saturée. On est dans l'urgence. Si les propriétaires des incinérateurs donnent leur accord ou si les préfets autorisent les transferts, dans un mois le problème peut être réglé ! En revanche, si ces deux opportunités sont rejetées, les déchets iront dans les Bouches-du-Rhône ou plus loin encore... » Et là, le budget risque d'exploser.

R. C.